

## La face cachée de la RCC

**Les négociations sur le plan de recomposition des effectifs (sic) arrivent à leur terme et il semble que certains syndicats soient tentés par une validation de cette opération qui ne masque qu'un appauvrissement de l'entreprise, de ses missions et - en conséquence - de sérieuses retombées sur l'emploi, les conditions de travail et la santé des salariés.**

A en écouter certains, il s'agit d'une opération bienveillante consistant à faire partir les séniors dans des conditions acceptables et de permettre un « renouveau conventionnel » donnant la possibilité à chacun de s'épanouir au travail dans la voie qu'il aura choisie. **Ce n'est pas le discours de la direction, qui n'a pas besoin de beaucoup s'avancer, mais de certains responsables syndicaux qui ont depuis longtemps perdu la notion de plan de table.**

Trêve de plaisanteries ! La situation avant ce plan était déjà suffisamment préoccupante : les suppressions d'emplois se sont poursuivies au fil du temps - sans maîtrise, ni débat - pénalisant les catégories les plus productives, parallèlement à une réduction des activités les plus valorisantes.

**Le modèle choisi est désormais celui de franceinfo, mis en œuvre dans des conditions déplorables, faute de financement permettant de répondre aux ambitions officiellement affichées.**

Ce sont donc les personnels de franceinfo et de toute l'information à France Télévisions qui sont mis à contribution pour pallier ce déficit budgétaire. Leur situation n'est pas prête de s'améliorer, puisque faute de moyens supplémentaires, on leur assigne aujourd'hui de nouvelles tâches en étendant les polyvalences, sans pour autant les reconnaître conventionnellement. **Ce qui constituait autrefois une option motivée par une valorisation professionnelle et financière, deviendra désormais une obligation exercée à titre gracieux.**

Pire encore : lors des débats relatifs à la création de franceinfo, la direction avait juré ses grands dieux que le modèle ne serait pas exportable au-delà du strict périmètre de la chaîne.

**Il est désormais question de l'étendre à toutes les rédactions de France Télévisions, aussi bien locales, régionales que nationales.**

Face à ces sinistres perspectives, qu'entend-on du côté syndical et notamment de ceux qui avaient accompagné, avec une complicité à peine dissimulée, la mise en place à marche forcée de franceinfo ? **Quelques protestations tout aussi timorées qu'hypocrites, sur la baisse des effectifs et la dégradation des conditions de travail.** C'est bien le service (syndical) minimum qu'on pourrait attendre, si un avenir radieux n'avait pas été promis aux salariés par le biais de la CASMOA (structure paritaire CGT/FO/Direction) qui a verrouillé toute l'opération et continue d'en cadencier les suites. Le dernier exemple en date étant **le report arbitraire par le Secrétaire et la Direction du point prévu sur franceinfo en CSE ce 21 mars, alors même que la résolution avait été votée à l'unanimité par toutes les organisations syndicales lors du CSE de février.**

**Les responsables syndicaux de cet état de fait prennent-ils des initiatives un peu plus radicales pour faire bouger les choses : préavis de grève, saisines de l'inspection du travail, actions des instances ?**

Silence radio et vide retentissant sont-ils la réponse définitive à ces questions ?

Pour tout arranger, voilà que France 3 Paris-Ile-de-France est contrainte de débarquer au Siège dans le cadre d'une opération de dégraissage et d'économies de moyens. L'avenir et les missions de cette entité régionale dussent-elles en souffrir. **La mutualisation des moyens est déjà une réalité sur le terrain, dont l'impact sur l'activité est avéré et quantifié, comme le démontrent les documents sur la situation de l'emploi.**

Lors de la création de l'entreprise unique France Télévisions, la mutualisation des moyens de l'information avait fait réagir plusieurs syndicats sur la remise en cause prévisible de certaines structures par la réduction des missions et des contenus, accompagnée d'un développement des poly-compétences, lui-même lié à une diminution des effectifs. **La cogestion CGT avec les présidences successives n'aura finalement en rien empêché la réalisation de ces prédictions, autrefois qualifiées par certains de fantaisistes et d'alarmistes.**

Alarmiste, l'UNSA le reste. **Comment donner crédit à une direction qui ne prend même pas la mesure d'une situation critique très concrète, confirmée par plusieurs rapports délivrés par des organismes indépendants ?** Ainsi, les salariés de la régie 4 et la zone à proximité immédiate des ascenseurs sont exposés depuis des années à **des molécules cancérigènes** sans qu'aucune mesure efficace n'ait été prise.

Dans ces conditions, ne pas s'alarmer constituerait un manquement à nos devoirs et missions d'élus du personnel.